



International Organization for Migration (IOM)
Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)
المنظمة الدولية للهجرة



Fonds de l'OIM pour le développement
DEVELOPPER LES CAPACITES EN MATIERE DE GESTION DES MIGRATIONS



Migration, environnement et changement climatique (MECC)

COP22, la Mobilité humaine en perspective

**Atelier de renforcement des capacités
sur la migration, l'environnement et le
changement climatique- Maroc**

Rabat – Maroc
22-24 mars 2016

Préparé par :

OIM Genève : Mariam Traore Chazalnoël and Dina Ionesco / Division Migration, Environnement et Changements Climatiques
OIM Rabat : Hind Aissaoui Bennani, Equipe Migration, Environnement et Changements Climatiques

Avril 2016

RECOMMANDATIONS PRINCIPALES RÉSULTANT DE L'ATELIER

- **Recherche et données** : il est important d'approfondir les connaissances et données sur la migration environnementale et climatique au Maroc, dans un contexte complexe où se mêlent flux de migration interne, immigration, émigration et migrations de transit; et où les changements climatiques lents (désertification, dégradation des terres, raréfaction des ressources en eau) s'opèrent en parallèle de catastrophes soudaines (inondations et tremblements de terre). La collecte et le partage d'information sont indispensables pour l'aide à la décision des collectivités territoriales et de l'Etat central, mais également pour la sensibilisation des populations concernées.

- **Action politique, Régionalisation avancée et COP22** : le Maroc possède déjà un nombre de cadres politiques nationaux et locaux permettant le soutien aux populations vulnérables concernées par la migration environnementale et climatique. La mise en application à l'échelle locale doit être soutenue en appuyant les collectivités territoriales et des autorités locales, notamment dans le contexte opportun de la réforme territoriale en cours. En raison de l'ancrage des questions migratoires dans l'Accord de Paris sur le climat, la perspective de la 22ème Conférence des Parties (COP22) de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui aura lieu à Marrakech en novembre 2016, ouvre de nouvelles possibilités d'action politique liant climat et migration.

- **Renforcement des capacités** : importance de continuer les efforts de renforcement des capacités des décideurs politiques (Etat et collectivités territoriales), des praticiens mais aussi des migrant-e-s et communautés vulnérables, aux niveaux nationaux et locaux.

- **Développement d'actions de terrain en soutien aux populations vulnérables** : de nombreuses activités variées et complémentaires peuvent être développées aux niveaux nationaux et locaux afin de contrer les effets néfastes du changement climatique sur les migrations, mais également de valoriser la migration comme une stratégie possible d'adaptation au changement climatique. Ainsi, des activités peuvent être mises en place autour de : i) la stabilisation des populations locales pour éviter les migrations forcées en lien avec les changements climatiques; ii) le développement d'actions facilitant les mouvements de population afin de soulager les pressions sur les zones vulnérables et offrir des possibilités de moyens de subsistance accrues; et iii) la facilitation des contributions de la diaspora marocaine aux efforts locaux d'adaptation et d'atténuation et de développement respectueux des ressources. L'accès aux financements du climat, notamment ceux du Fonds Vert, doit être facilité afin de mettre en place ces actions.

INTRODUCTION - LANCEMENT OFFICIEL DE LA FORMATION

Les interventions d'ouverture ont permis de mettre en lumière le contexte national et international en termes de migrations environnementales et climatiques, ainsi que l'action de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) sur ces questions. En 2015, les questions autour du sort des migrant-e-s climatiques et environnementaux sont passées de l'invisibilité à la lumière grâce aux références intégrées à l'Accord de Paris sur le climat, conclu lors de la COP21.

Il s'agit maintenant de proposer des solutions concrètes pour les Etats et les migrant-e-s afin d'éviter les tragédies liées aux migrations forcées et mettre en avant le potentiel de la migration comme stratégie d'adaptation aux changements climatiques.

La nécessité de réfléchir et d'agir de manière globale en termes de gouvernance de la migration environnementale et climatique a aussi été soulignée. Il a également été recommandé de : i) Intégrer la mobilité humaine dans les politiques climatiques; et ii) Intégrer les préoccupations climatiques et environnementales aux politiques migratoires.

L'OIM, en réponse aux besoins soulevés par ses 162 Etats membres, a modifié son architecture institutionnelle en 2015 afin d'offrir un soutien politique et opérationnel efficace pour répondre aux défis migratoires dans un contexte de changement climatique et environnemental, par le biais de : i) la création d'une Division Migration, Environnement et Changements Climatiques basée au siège de Genève et ii) le développement d'équipes spécialisées régionales et nationales, notamment l'équipe Migration, Environnement et Climat basée à Rabat.

Intervenant-e-s de la session de lancement :

Nadir EL Habib, Secrétaire Général, Ministère des Marocains Résidant à l'Etranger et des Affaires de la Migration (MCMREAM)

Kamal Adelillah, Directeur du Pôle Support, Ecole de Gouvernance et d'Economie

Boucham Abdelrhani, Direction Changement climatique, Ministère délégué chargé de l'Environnement

Sophie Goudiaby, Première secrétaire et Agent de liaison COP22, Ambassade de France

Dina Ionesco, Cheffe de Division, OIM Genève

Ana Fonseca, Cheffe de Mission, OIM Maroc

Ressources-clés pour cette session :

- Activités de l'OIM Maroc: Migration et Changements Environnementaux OIM Maroc (<https://environmentalmigration.iom.int/migration-et-changements-environnementaux-au-maroc>) ;
- Contributions de l'OIM à la COP 22 en français (http://morocco.iom.int/sites/default/files/documents/mecc_cop_22_fr.pdf) et en anglais (https://publications.iom.int/system/files/pdf/cop_22_en_0.pdf) ;
- Contributions de l'OIM à la COP21 en français (http://publications.iom.int/system/files/pdf/mecc_cop21_fr.pdf) et en anglais (http://publications.iom.int/system/files/pdf/mecc_cop_21.pdf);
- Présentation de Dina Ionesco, Cheffe de Division, Migration, Environnement et Changements Climatiques, Genève.



PRÉSENTATION DU CONTEXTE MAROCAIN

Présentation sur les questions migratoires d'une part et les questions climatiques/ environnementales d'autre part dans le contexte du Maroc. Liens entre les deux thématiques.

Intervenants :

Abdelkader Allali, Expert climat et environnement Colauréat du Prix Nobel de la Paix avec le GIEC

Mohamed Charef, Expert migration, Directeur Observatoire Régional des Migrations Espaces et Sociétés (ORMES)

Cette session, animée par deux spécialistes du climat d'une part et de la migration d'autre part, a permis de mettre à jour les spécificités du Royaume du Maroc en termes de migration, climat et environnement.

Les points-clés de la note

- Le Maroc est à la fois vulnérable aux phénomènes climatiques à évolution lente tout comme aux catastrophes brutales et soudaines. Ces tendances pourraient empirer à l'avenir, affectant plus de personnes sur toutes les régions du pays. Le déplacement dû à des phénomènes météorologiques extrêmes représente déjà une réalité et les phénomènes à évolution lente sont susceptibles d'avoir un impact sur la mobilité des personnes –notamment l'exode rural et la sédentarisation des communautés pastorales nomades. Les mouvements migratoires internes et internationaux ont également un impact sur les zones dégradées et vulnérables.
- D'importants progrès sont en cours en matière de politiques migratoires et politiques climatiques, mais les liens entre ces dernières devraient être mieux établis afin de traiter de manière effective les nombreuses dimensions de la migration environnementale et climatique.
- Plus de recherches empiriques sont nécessaires sur les liens entre la migration, l'environnement et le changement climatique, dans le but de comprendre les réalités de la mobilité humaine dans un climat changeant et de soutenir par le biais de données factuelles le processus de la mise en place de politiques publiques.
- La participation du Maroc dans les négociations mondiales sur le climat –avec notamment l'organisation de la COP22 à Marrakech en 2016 – offre un élan politique pour mieux lier les politiques climatiques aux politiques migratoires.

Ressources-clés pour cette session :

- Présentation de Abdelkader Allali
- Bulletin politique sur migration, environnement et climat au Maroc en français : https://publications.iom.int/system/files/pdf/policy_brief_vol2_issue3_fr.pdf et en anglais : https://publications.iom.int/system/files/policy_brief_vol2_issue3.pdf



Présentation générale du sujet : concepts clés et définitions

Facilitatrices :

Dina Ionesco, Cheffe de Division, OIM Genève

Mariam Traore Chazalnoël, Experte Associée, OIM Genève

Hind Aïssaoui Bennani, Gestionnaire « Développement local et Environnement », OIM Maroc

Les sessions autour du lien entre migration, environnement et climat ont permis aux participants de s'approprier la conceptualisation de la thématique mais aussi d'identifier les questions clés dans le contexte marocain. Ainsi, les participants ont identifié différentes dimensions sur lesquelles des réponses doivent être développées :

Catastrophes naturelles

- 1. Inondations**
- 2. Séismes**
- 3. Feux de forêts**

Qui entraînent les types de migrations suivantes :

- Migration permanente et externe
- Migration interne
- Immigration vers le Maroc
- Déplacements massifs et temporaires
- Possibles retours de personnes migrantes ou déplacées
- Déplacements liés à la santé : épidémiologie et problèmes psychologiques (questions autour de la restauration de la confiance en son environnement pour permettre soit de retourner, soit de se maintenir dans les zones à risque)
- Migration internationale : en lien avec des facteurs transversaux tels que les liens familiaux, possibilités d'éducation, possibilités d'investissements, facteurs culturels, sécuritaires, de santé.
- Déplacements organisés par les autorités locales
- Retours probables mais également possibles départs définitifs (inondations récurrentes dans certaines zones)

Phénomènes à déclenchement lent

- 1. Désertification**
- 2. Sécheresse : dégradation des sols, stress hydrique**
- 3. Dégradation des terres, mauvais rendement agricole**
- 4. Raréfaction des ressources**
- 5. Pollution industrielle**

Qui entraînent les types de migrations suivantes :

- Migration permanente et externe
- Migration interne, peut représenter une première étape avant la migration internationale
- Migration temporaire dans un périmètre limité, transhumance du bétail et des pastoralismes, nomadisme
- Migrations saisonnières : emplois saisonniers en ville
- Exode rural : départ des hommes puis installation progressive de toute la famille
- Possibles retours temporaires ou définitifs : retraités revenant sur leurs lieux de naissance
- Impact sociaux : santé, sécurité et intégration qui entraînent le déplacement

Ressources-clés pour cette session :

- Présentation « Cadre politique pour l'inclusion des migrations environnementales et climatiques »

MODULE 2

CADRES JURIDIQUES ET POLITIQUES

- **Considérer la migration environnementale dans différents cadres politiques : migration, adaptation aux changements climatiques, réduction des risques de catastrophe, humanitaire, développement, environnement etc.,**
- **Aperçu et analyse des processus politiques internationaux pertinents et des options politiques**
- **Lien avec les cadres politiques existants au Maroc**

Facilitatrices :

Dina Ionesco, Cheffe de Division, OIM Genève

Mariam Traore Chazalnoël, Experte Associée, OIM Genève

Cette session a permis de discuter des différents cadres d'action politiques possibles en lien avec la migration climatique et environnementale :

1. **Les politiques migratoires**
2. **Les politiques climatiques**
3. **Les politiques de réduction des risques**
4. **Les politiques de développement**
5. **Les politiques humanitaires**
6. **Les politiques de sécurité**
7. **Autres Politiques (urbanisme, travail, agriculture, gestion de l'eau, éducation etc.)**

Les facilitatrices ont présenté les cadres existants et les initiatives politiques aux niveaux internationaux et régionaux. Sur cette base, les participants ont ensuite identifié les cadres d'actions possibles au niveau national et local dans différents domaines politiques, afin de lier entre eux différents domaines d'action et répondre aux défis de la migration environnementale et climatique. Pour plus d'information, se référer aux notes dans la présentation PowerPoint.

Elles ont ensuite exposé les différents cadres juridiques applicables aux migrations environnementales et climatiques :

1. **Les politiques migratoires**
 - Politiques de l'OIM
 - Initiative Nansen
 - Politiques qui facilitent la migration (ex. Migration de travail entre les îles du Pacifique et l'Australie/Colombie et Espagne)
2. **Les politiques climatiques**
 - Plans nationaux d'adaptation
 - CCNUCC
 - Forum des pays vulnérables au changement climatique
 - Déclaration ministérielle de Dhaka

Ressources-clés pour cette session :

- Présentation : Cadres politiques pour l'inclusion des migrations environnementales et climatiques
- Présentation : Cadres juridiques et migrations environnementales

MODULE 3

ACTIVITÉ DE GROUPE - PLANIFICATION D'ACTIVITÉS ET RECOMMANDATIONS

- Planification de possibles activités concrètes à court, moyen et long terme
- Recommandations

Facilitatrices :

Hind Aïssaoui Bennani, Gestionnaire « Développement local et Environnement », OIM Maroc
Mariam Traore Chazalnoël, Experte Associée, OIM Genève

Les participant-e-s ont discuté en groupe des priorités d'action, potentiellement en lien avec la COP22, sur les questions de migrations environnementales et climatiques. Ils ont souligné la richesse des actions possibles en raison de la complexité du contexte marocain, et ont également insisté sur la nécessité de poser des bases concrètes à court terme dans un domaine pionnier et novateur.

Suite à un travail de groupe, les trois actions suivantes ont été identifiées comme prioritaires :

Intitulé de l'action 1	Etude nationale de diagnostic sur migration, environnement et changements climatiques au Maroc
Objectif principal	Comprendre les données et informations disponibles afin de prendre en considération la dimension MECC dans les actions politiques
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Connaître et comprendre l'état des lieux des connaissances existantes • Identifier les enjeux, barrières, opportunités • Développer des outils de planification et mise en œuvre
Activités	<ol style="list-style-type: none"> 1. Comprendre, analyser et capitaliser sur les bonnes pratiques existantes 2. Promouvoir la sensibilisation par l'intermédiaire d'ateliers de coordination/renforcement de capacité 3. Élaboration et identification des orientations stratégiques – intégration aux cadres politiques existants
Parties Prenantes	<ul style="list-style-type: none"> - Ministères Aménagement du territoire, Environnement, Intérieur, Affaires étrangères, Affaires migratoires, Finances, Affaires générales et gouvernance - ONGs - Observatoires (ONDH, OREDD) - CNDH
Financement	100 millions de dirhams

Intitulé de l'action 2	Campagne de sensibilisation pour comprendre les enjeux migrations et environnement au Maroc
Objectif principal	Permettre la sensibilisation nationale sur la problématique migration, environnement et changements climatiques
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer l'éducation dans les écoles sur la thématique migration et climat • Mobiliser la société civile • Mobiliser les médias
Activités	<ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcement de l'éducation dans les écoles sur les problématiques de migration et environnement : renforcer les cercles d'environnement dans les écoles, développement d'animations avec kits d'information (CD, théâtre, etc.) et favoriser la recherche au niveau de l'enseignement supérieur 2. Mobilisation de la société civile et renforcement des capacités 3. Mobilisation des médias: activités de médiatisation pour décideurs politiques, élaboration de dossiers d'informations pour les décideurs, développement d'un kit d'outils pour soutenir le dossier migrations climatiques qui inclue la valorisation de la migration comme stratégie d'adaptation
Parties Prenantes	<ul style="list-style-type: none"> - Ministères de l'Education, de l'Environnement, de la Migration, de l'Enseignement supérieur, dont les services déconcentrés à l'échelle locale - CNDH, Commissions régionales des droits de l'homme et représentant- e-s de la société civile - Ministère de la Communication et Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle
Financement	100 millions de dirhams

Intitulé de l'action 3	Action pilote : valorisation des territoires en zone oasienne dans la province de Tata (zone affectée par la sécheresse et la raréfaction des ressources en eaux souterraines)
Objectif principal	Par une approche participative, stabiliser les populations dans les régions à forte pression migratoire vers l'étranger en se basant sur les expériences et les projets territoriaux existants dans la zone oasiennes afin de promouvoir la croissance verte d'une manière globale des zones oasiennes
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les activités génératrices de revenus pour les populations locales, notamment dans les zones sujettes à une forte émigration interne • Développer un projet de territoire durable au niveau des zones oasiennes (affectées par la sécheresse et désertification) • Impliquer la diaspora et les immigrant-e-s
Activités	<ol style="list-style-type: none"> 1. Comprendre, analyser et capitaliser sur les bonnes pratiques existantes 2. Promouvoir la sensibilisation par l'intermédiaire d'ateliers de coordination/renforcement de capacité 3. Élaboration et identification des orientations stratégiques – intégration aux cadres politiques existants
Parties Prenantes	<ul style="list-style-type: none"> - Ministères Aménagement du territoire, Environnement, Intérieur, Affaires étrangères, Affaires migratoires, Finances, Affaires générales et gouvernance - ONGs - Observatoires (ONDH, OREDD) - CNDH
Financement	100 millions de dirhams (Fonds nationaux, Fonds régionaux pour investir dans les territoires, Fonds de solidarité, Coopération internationale.

RECOMMANDATIONS

Les recommandations suivantes ont émergé au cours des trois journées de travaux :

Données, sensibilisation et partage d'information

1. Nécessité de renforcer les connaissances et la collecte des données sur les migrations environnementales et climatiques afin de favoriser le dialogue politique et la sensibilisation dans un domaine novateur.
2. Renforcer le lien avec les nombreuses institutions académiques marocaines.
3. Promouvoir une campagne de sensibilisation et de plaidoyer sur la migration environnementale auprès de différents publics : i) décideurs politiques; ii) société civile, iii) écoles et universités, iv) migrants; v) populations locales afin d'informer et sensibiliser sur les causes et conséquences liées à la migration environnementale et promouvoir ainsi l'action politique.

Action en lien direct avec la COP22 et la CCNUCC

1. Inclure les questions migratoires aux feuilles de route de la présidence de la COP22.
2. Proposer au secrétariat de la CCNUCC la création d'un groupe de travail national chargé des questions migratoires, porté par les pays les plus vulnérables aux changements climatiques.
3. Demander la préparation d'un rapport spécial sur la migration environnementale et climatique par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).
4. Préparation d'un rapport sur la migration environnementale et climatique dans le contexte marocain pour soutenir les négociateurs marocains pour la COP 22 et les prochaines COPs.
5. Importance de faire le lien entre les travaux de la CCNUCC et ceux de la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification (CLD ou CNULCD).
6. Présenter les projets/ bonnes pratiques qui permettent la stabilisation des communautés dans les zones à forte pression migratoire par une cartographie des actions déjà réalisées dans différents programmes sectoriels: énergies renouvelables, plan Maroc vert, coopération transfrontalière, coopération Sud-Sud.

Action politique

1. Importance de reconnaître la contribution positive de la migration sur l'adaptation aux changements climatiques et de favoriser les actions dans ce sens.
2. Nécessité de prendre en compte la grande variété des formes de migration en lien avec les changements climatiques au Maroc: immigration, émigration, migrations de transit migrations internes.
3. Nécessité de lier différents cadres politiques transversaux afin de créer un environnement favorable au développement de réponses aux défis de la migration environnementale.
4. Mettre en place un observatoire national de la migration climatique et environnementale.
5. Réviser les cadres juridiques existants pour intégrer MECC aux cadres existants.

Action opérationnelle

1. Adhérer aux valeurs de respect des droits de l'homme dans la réponse politique et opérationnelle.
2. Importance de faciliter l'accès aux financements du climat, notamment ceux du Fonds Vert.
3. Importance de continuer les efforts de renforcement des capacités des décideurs politiques, des praticiens mais aussi des migrants et communautés vulnérables, aux niveaux nationaux et locaux.
4. Lier la migration à l'adaptation: plaider pour une meilleure compréhension du concept et intégration dans le cadre politique national marocain, notamment le Plan National d'Adaptation.
5. Prendre en compte le fait que le Maroc est souvent un pays d'accueil pour les migrants environnementaux en provenance d'Afrique sub-saharienne.
6. Renforcer les capacités de la société civile et créer un réseau d'acteurs nationaux travaillant sur la migration d'une part et sur le climat et l'environnement d'autre part, pour un travail de long terme au niveau national.



l'Organisation Internationale pour les Migrations
11, rue Ait Ourir, «Pinède» Souissi, Rabat - Maroc
Tel : +212 (0) 5 37 65 28 81 | Fax : +212 (0) 5 37 75 85 40
Email : iomrabat@iom.int | <http://morocco.iom.int>